

Réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

- à mettre en oeuvre tous les aspects de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies, y compris instaurer et appliquer de solides contrôles à l'exportation en ce qui a trait à la technologie, au matériel et aux matières nucléaires;
- à séparer clairement les cycles du combustible nucléaire civil et militaire et à assujettir les matières et installations civiles à des garanties globales de l'AIEA, ainsi qu'à la signature, la ratification et la mise en oeuvre du Protocole additionnel.

Le gouvernement maintient que les problèmes sous-jacents de sécurité régionale en Asie du Sud ne peuvent être réglés sans un dialogue bilatéral soutenu entre l'Inde et le Pakistan. C'est pourquoi le Canada accueille favorablement le Dialogue composite en cours et juge encourageant l'engagement qu'ont pris les deux pays de régler leurs différends dans un esprit de compromis.

RECOMMANDATION 24

Le gouvernement du Canada devrait continuer de réclamer le rétablissement et la consolidation de la démocratie au Pakistan, ainsi qu'un plus grand respect des droits de la personne et une intervention plus rapide pour réduire la pauvreté et atteindre d'autres objectifs de développement, et devrait poursuivre ces objectifs par la voie d'une politique d'engagement constructif.

Aider le Pakistan dans les efforts qu'il déploie en vue de renforcer ses institutions démocratiques nationales est un objectif canadien de longue date et un élément essentiel d'un ensemble complexe de solutions requises pour relever les défis de gouvernance aux multiples facettes avec lesquels le Pakistan est aux prises. Le Canada continuera, au sein du Commonwealth, et notamment par l'entremise du Groupe d'action ministériel du Commonwealth, de faire pression sur le Pakistan en faveur d'un développement démocratique significatif. Le gouvernement souscrit à l'objectif ultime d'une démocratie pleinement fonctionnelle et stable au Pakistan, mais l'engagement bilatéral constructif doit couvrir un large éventail de domaines – qu'il s'agisse des partis politiques, des institutions fédérales, de la santé et de l'éducation, de l'application de la loi, des douanes ou de la justice. En amorçant un dialogue constructif avec le Pakistan sur des questions générales de gouvernance, le gouvernement peut favoriser une culture de démocratie et d'engagement civique qui pourrait aider à enrayer le cycle de coups d'État et à faciliter l'édification d'une démocratie durable et stable.

La réduction de la pauvreté est un axe essentiel de la stratégie de développement du gouvernement à l'égard du Pakistan. Plus précisément, les efforts canadiens visent à améliorer la qualité et la prestation des services sociaux, et à élargir l'accès des pauvres à ces services. Il est possible de remédier à la pauvreté et à d'autres problèmes de développement en s'attachant aux questions de gouvernance.